

**COMITÉ PERMANENT DES PROGRAMMES ET DES FINANCES**

**Vingt-quatrième session**

**FONDS DE L'OIM POUR LE DÉVELOPPEMENT**

**(Rapport final pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018)**



## **FONDS DE L'OIM POUR LE DÉVELOPPEMENT** **(Rapport final pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018)**

### **Contexte**

1. Le Fonds de l'OIM pour le développement, créé par la résolution du Conseil n° 1035 du 29 novembre 2000, fait l'objet d'une présentation d'ensemble aux sessions du Comité permanent des programmes et des finances.
2. L'allocation et l'application du Fonds obéissent à la résolution du Comité permanent des programmes et des finances n° 18 du 27 juin 2018 relative aux dispositions et pratiques budgétaires<sup>1</sup>. La note d'orientation 2019 sur le Fonds de l'OIM pour le développement décrit les caractéristiques du Fonds et fournit des indications pratiques sur le fonctionnement et l'administration de ce dernier. Elle peut être consultée dans les trois langues officielles de l'Organisation sur le site Internet du Fonds (<http://developmentfund.iom.int/>).
3. En ce qui concerne les deux lignes de crédit du Fonds, la deuxième ligne fonctionne globalement comme la première, à cette différence majeure que les États Membres visés par les dispositions de l'article 4 de la Constitution de l'OIM ne peuvent pas bénéficier d'un financement au titre de cette deuxième ligne de crédit<sup>2</sup>.

### **Administration du Fonds**

4. En 2018, le Fonds de l'OIM pour le développement disposait de 9 534 378 dollars É.-U.<sup>3</sup> (y compris les dépenses administratives et celles afférentes au système PRIMA). Un montant de 1 432 544 dollars É.-U. a été alloué pour des financements au titre de la première ligne, qui comprend 1,4 million de dollars É.-U. de revenus de soutien opérationnel (voir le document C/109/3), et 32 544 dollars É.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés

---

<sup>1</sup> La résolution du Comité permanent des programmes et des finances n° 18 dispose, au paragraphe 13 de la section IV, que « le Directeur général est invité à allouer un montant d'un million quatre cent mille dollars des États-Unis, prélevé sur les revenus de soutien opérationnel, pour l'élaboration de projets de migration en faveur d'États Membres en développement et d'États Membres en transition, sur la base d'une distribution régionale équitable, sans préjudice des fonds déjà alloués à cet effet (première ligne de crédit) ». Au paragraphe 14 de la section IV, il est précisé qu'« un apport de 25 % de revenus de soutien opérationnel (hormis l'allocation pour les dépenses de sécurité) au-delà de 20 millions de dollars É.-U. sera alloué au Fonds de l'OIM pour le développement (deuxième ligne de crédit) », tandis qu'au paragraphe 15 de la même section il est stipulé que « le montant total mis à la disposition du Fonds de l'OIM pour le développement (à l'exclusion des contributions volontaires directes) ne peut dépasser le total des revenus divers (contributions sans affectation spéciale et intérêts créditeurs) ».

<sup>2</sup> La résolution du Comité permanent des programmes et des finances n° 18 dispose, au paragraphe 17 a) de la section IV, que « l'accès au financement par la deuxième ligne de crédit sera lié à la situation des États Membres au plan de leurs contributions assignées, et ceux d'entre eux qui seraient visés par les dispositions de l'article 4 de la Constitution ne pourront en bénéficier ». L'expression « visé par les dispositions de l'article 4 » désigne la situation d'un État Membre dont le montant actuel des arriérés de paiement au titre de ses contributions financières à l'Organisation est égal ou supérieur à la somme des contributions dues par lui pour les deux années écoulées, et dont la perte du droit de vote conformément à l'article 4 de la Constitution de l'OIM devient effective une année plus tard si, à ce moment-là, il est encore redevable d'arriérés dans la même mesure. Cette expression ne désigne pas un État Membre dont la perte du droit de vote est devenue effective mais dont le droit de vote a été maintenu ou rétabli par le Conseil s'il apparaît que le défaut de paiement est dû à des circonstances indépendantes de la volonté de l'État Membre.

<sup>3</sup> En 2017, les Gouvernements de la Belgique et des États-Unis d'Amérique ont versé des contributions sans affectation spéciale (devant être utilisées en 2018), qui font partie des revenus de soutien opérationnel alloués au Fonds de l'OIM pour le développement.

relevant de la première ligne. Un montant total de 8 101 834 dollars É.-U. était disponible pour des financements au titre de la deuxième ligne, qui comprend 7 210 506 dollars É.-U. de revenus de soutien opérationnel, 218 651 dollars É.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la deuxième ligne, 39 600 dollars É.-U. versés par le Gouvernement de l'Autriche, 574 713 dollars É.-U. versés par le Gouvernement de la Suède, 57 566 dollars É.-U. versés par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, et 798 dollars É.-U. provenant de contributions privées versées par des particuliers en ligne.

5. Au total, 52 projets bénéficiant à 122 États Membres remplissant les conditions requises ont été financés en 2018 par le Fonds de l'OIM pour le développement. Comme par le passé, la distribution des fonds alloués à chaque région était étroitement calquée sur la représentation des États Membres de ces régions qui remplissaient les conditions requises. En Afrique, le Fonds de l'OIM pour le développement a financé 20 initiatives à hauteur de 3 336 544 dollars É.-U., en faveur de 28 États Membres remplissant les conditions requises. En Amérique latine et dans les Caraïbes, 1,9 million de dollars É.-U. ont été alloués à onze initiatives, en faveur de 16 États Membres remplissant les conditions requises. En Asie et en Océanie, douze initiatives en faveur de douze États Membres ont été financées à hauteur de 2,3 millions de dollars É.-U.. En Europe, 1 040 000 dollars É.-U. ont été alloués à sept projets, au profit de sept États Membres remplissant les conditions requises. Un projet multirégional a été approuvé pour un montant de 100 000 dollars É.-U. en faveur d'États Membres remplissant les conditions requises pour bénéficier d'un financement au titre de la première ligne de crédit, et un autre projet multirégional a été approuvé à hauteur de 200 000 dollars É.-U. au profit d'États Membres remplissant les conditions requises pour bénéficier d'un financement au titre de la deuxième ligne de crédit.

6. Les projets approuvés portaient sur les domaines thématiques suivants : migration de main-d'œuvre ; migration et développement ; lutte contre la traite ; migration et santé ; profils migratoires ; gestion de l'immigration et des frontières ; migration, environnement et changement climatique ; et politique de migration. Tous les projets approuvés sont conformes aux objectifs/principes pertinents énoncés dans le Cadre de gouvernance des migrations de l'OIM.

7. Les allocations financières par rapport aux fonds disponibles étaient conformes aux prévisions, puisque la totalité des fonds ont été alloués à la fin de 2018. Tous les projets ont été élaborés dans PRIMA selon une approche fondée sur les droits et intégrant la problématique femmes-hommes. Au 31 décembre 2018, 133 projets actifs étaient administrés par le Fonds de l'OIM pour le développement.

8. Le plan stratégique du Fonds de l'OIM pour le développement a été actualisé pour la période 2019-2021. Il précise, entre autres, les valeurs communes qui sous-tendent l'activité du Fonds en tant qu'unité ainsi que ses relations avec les parties prenantes internes et externes. Un plan d'action pour 2019 a également été élaboré.

### **Système PRIMA d'information et de gestion des projets**

9. L'Unité du Fonds de l'OIM pour le développement, ainsi que les collègues sur le terrain et des bureaux régionaux ont continué à utiliser PRIMA pour assurer l'exécution de toutes les tâches du cycle de projet et surveiller la mise en œuvre d'activités dans la perspective d'évaluations sur place.

10. L'élaboration du système PRIMA for All et la mise en œuvre concomitante de PRIMA pour le Fonds de l'OIM pour le développement ont permis à l'Unité du Fonds de partager les enseignements tirés de la mise en place du système, d'intégrer ses prescriptions dans le système commun à l'ensemble de l'Organisation et de contribuer à l'expérimentation de ce système.

### Examen de pratiques exemplaires

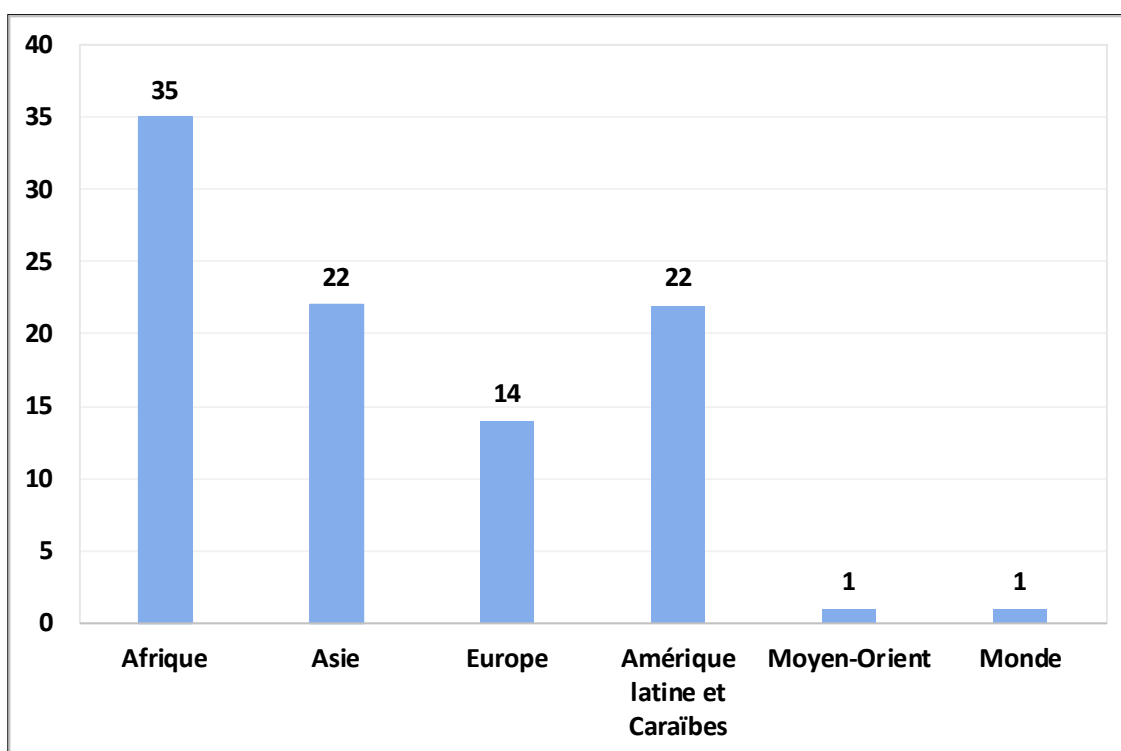
11. En 2018, le Fonds de l'OIM pour le développement a procédé à trois examens : le premier portait sur tous les projets menés en Asie du Sud-Est pendant la période 2013-2017, le deuxième était consacré à tous les projets mis en œuvre en Asie centrale pendant cette même période, et le troisième concernait tous les projets relatifs à l'élaboration d'un profil migratoire menés entre 2011 et 2014. Cet exercice a été l'occasion d'évaluer les résultats et la viabilité de ces projets en vue d'améliorer, à l'avenir, l'élaboration et la mise en œuvre des projets ainsi que la programmation thématique connexe. Les résultats de ces examens sont disponibles sur le site Internet du Fonds.

### Examen de la viabilité des projets

12. Étant donné que l'évaluation a posteriori a été imposée il y a peu par le Fonds, il a été suggéré que celui-ci avait intérêt à sélectionner un échantillon de projets plus vaste et d'en examiner la viabilité sur la base du critère d'évaluation correspondant du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). L'objectif premier du Fonds de l'OIM pour le développement étant d'accorder des financements de démarrage, l'examen donne un aperçu des avantages durables des projets et des principaux facteurs qui influent sur la viabilité.

13. L'échantillon de projets sélectionnés pour l'examen englobait la totalité des projets financés par le Fonds de l'OIM pour le développement en 2014 et ultérieurement qui, dans PRIMA, apparaissaient comme étant clôturés ou achevés. Les projets actifs en cours de financement ont été exclus car ils ne répondaient pas à la définition de la viabilité donnée dans les critères d'évaluation du CAD-OCDE, qui suppose la cessation du financement des donateurs. Au total, l'échantillon était constitué de 95 projets cibles couvrant diverses régions géographiques (voir la figure 1) et différents domaines thématiques, parmi lesquels 23 étaient des projets régionaux, et 72 des projets nationaux (soit 24 % et 76 % des projets, respectivement). Le montant total du financement des projets cibles s'élevait à 13 185 389 dollars É.-U..

Figure 1. Nombre de projets cibles par région



14. Une matrice d'examen a été élaborée aux fins de collecte de données, en coordination avec le Bureau de l'Inspecteur général et sur la base de la définition de la viabilité donnée dans les critères d'évaluation du CAD-OCDE. Elle comprenait des éléments qualitatifs et quantitatifs pertinents pour la viabilité d'un projet, à savoir : existence d'un financement de donateurs complémentaire<sup>4</sup> après l'achèvement du projet du Fonds, et son montant ; données permettant d'établir que des crédits budgétaires nationaux ont été alloués après l'achèvement du projet du Fonds ; types d'activité/d'intervention dans lesquels des éléments attestent de la viabilité du projet ; types de changements institutionnels attestant de la viabilité du projet ; et facteurs influant sur la viabilité. La matrice a été envoyée pour commentaires aux bureaux de l'OIM intéressés (c'est-à-dire les sites de gestion des projets cibles).

### Constatations

15. Selon les critères d'évaluation du CAD-OCDE, la viabilité s'entend de la probabilité que les résultats positifs d'une activité perdurent après que le financement assuré par les donateurs aura cessé. Cet examen prend également en considération l'existence d'un financement de donateurs complémentaire après l'achèvement du projet. Sur les 95 projets ciblés, il a été constaté que 34 (36 %) avaient bénéficié d'un tel financement complémentaire, à hauteur de 76 313 771 dollars É.-U. au total, soit six fois le budget initial. Les principaux donateurs ayant assuré un tel financement après l'achèvement des projets sont l'Union européenne, l'Allemagne, la Norvège et la Suisse.

16. L'allocation de crédits budgétaires nationaux complémentaires est un bon indicateur de l'engagement du gouvernement et de sa volonté de poursuivre l'initiative. Sur les 95 projets ciblés, 49 (52 %) ont signalé des éléments portant à croire que des crédits budgétaires nationaux associés au projet initial du Fonds ont été alloués, notamment sous la forme de contributions en nature. Leur montant variait d'un projet cible à l'autre et était difficile à chiffrer car, souvent, les gouvernements ne divulguent et ne publient aucune information budgétaire.

17. Pour savoir plus précisément quels types de projets du Fonds sont pérennes, l'examen s'est intéressé aux données sur la viabilité par type d'intervention/activité, comme le montre la figure 2. Sur les 95 projets ciblés, 60 auraient donné lieu à une forme ou une autre de mécanisme de coordination durable associé au projet initial du Fonds, par exemple un groupe de travail interministériel ou un comité national. En outre, il est apparu qu'une aide directe aux migrants/communautés et des activités opérationnelles continuaient d'être assurées par des parties prenantes du projet initial (49 projets). Par exemple, au titre du projet « Renforcement de la sécurité à la frontière entre le Bélarus et l'Ukraine – contribution de cofinancement au projet SURCAP II de la CE », le plan d'action conjoint a été élaboré par les autorités frontalières des deux pays, et des patrouilles communes de police des frontières continuent d'être assurées régulièrement.

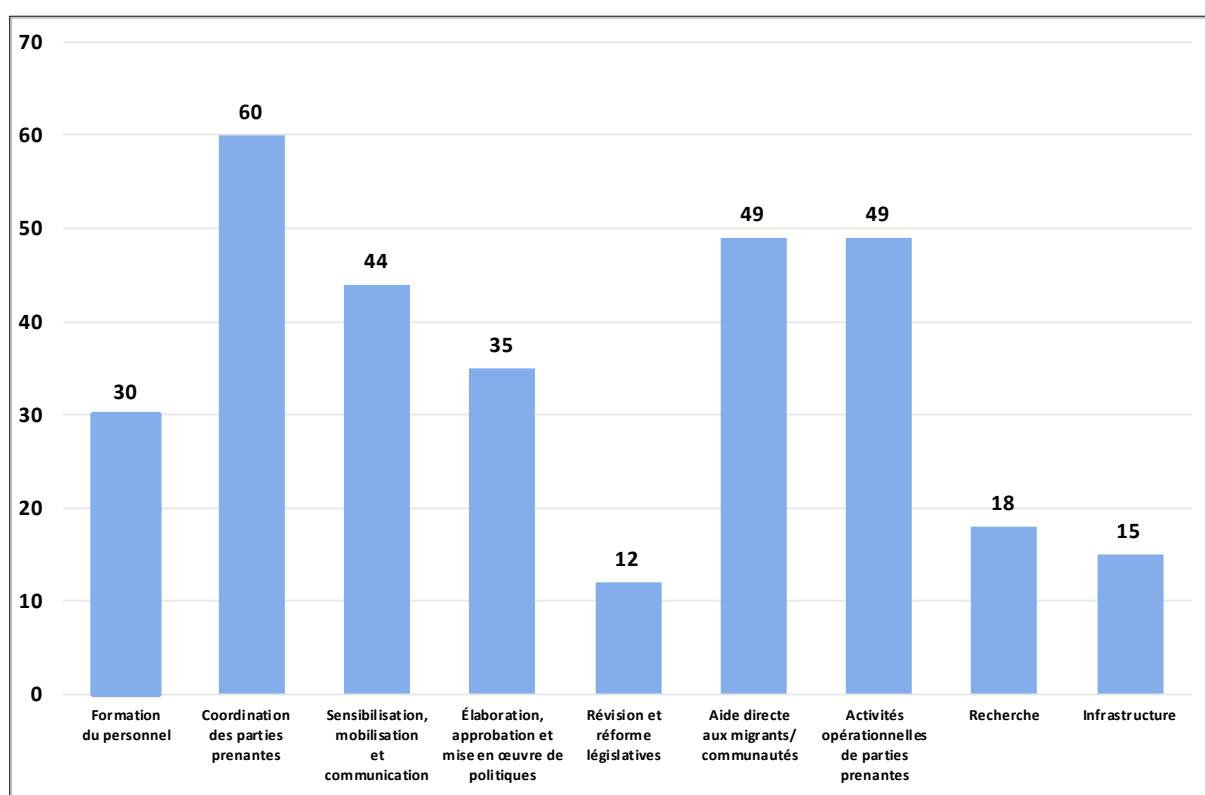
18. Les projets ont également contribué à la poursuite des efforts de révision et de réforme législatives, même si, dans ce domaine, ils étaient moins nombreux que ceux menés dans d'autres secteurs d'intervention. Par exemple, les recommandations issues de l'étude de faisabilité du projet « Rationalisation des procédures d'emploi des travailleurs étrangers et de la gestion des migrations en Macédoine du Nord » ont été prises en considération dans la législation relative aux étrangers et à leur emploi, contribuant ainsi à l'adoption de lois connexes. Autre exemple : le projet

---

<sup>4</sup> Aux fins du présent exercice, est entendu par « financement complémentaire par les donateurs » tout financement assuré par des donateurs externes, y compris le Fonds de l'OIM pour le développement, qui permet de poursuivre les réalisations du projet initial du Fonds ou qui a contribué, en tout ou en partie, à la continuité des activités et produits du projet du Fonds.

« Renforcement de la gestion de la migration de main-d'œuvre en Éthiopie », dont certaines des activités se poursuivent, comme suit : révision législative (proclamation révisée n° 923/2016 relative à l'emploi à l'étranger) et restructuration institutionnelle (création d'une direction de l'emploi à l'étranger distincte, composée de huit équipes, et affectation de personnel au sein du Ministère du travail et des affaires sociales) ; délivrance d'une nouvelle autorisation d'exercer à des agences d'emploi privées dont les licences avaient été suspendues ; finalisation d'accords bilatéraux en matière de travail avec quatre pays de destination (Jordanie, Qatar, Arabie saoudite et Émirats arabes unis) ; sélection d'établissements de formation et d'enseignement technique et professionnel chargés d'assurer des formations qualifiantes aux migrants potentiels ; et affectation d'attachés du travail dans d'importants pays de destination.

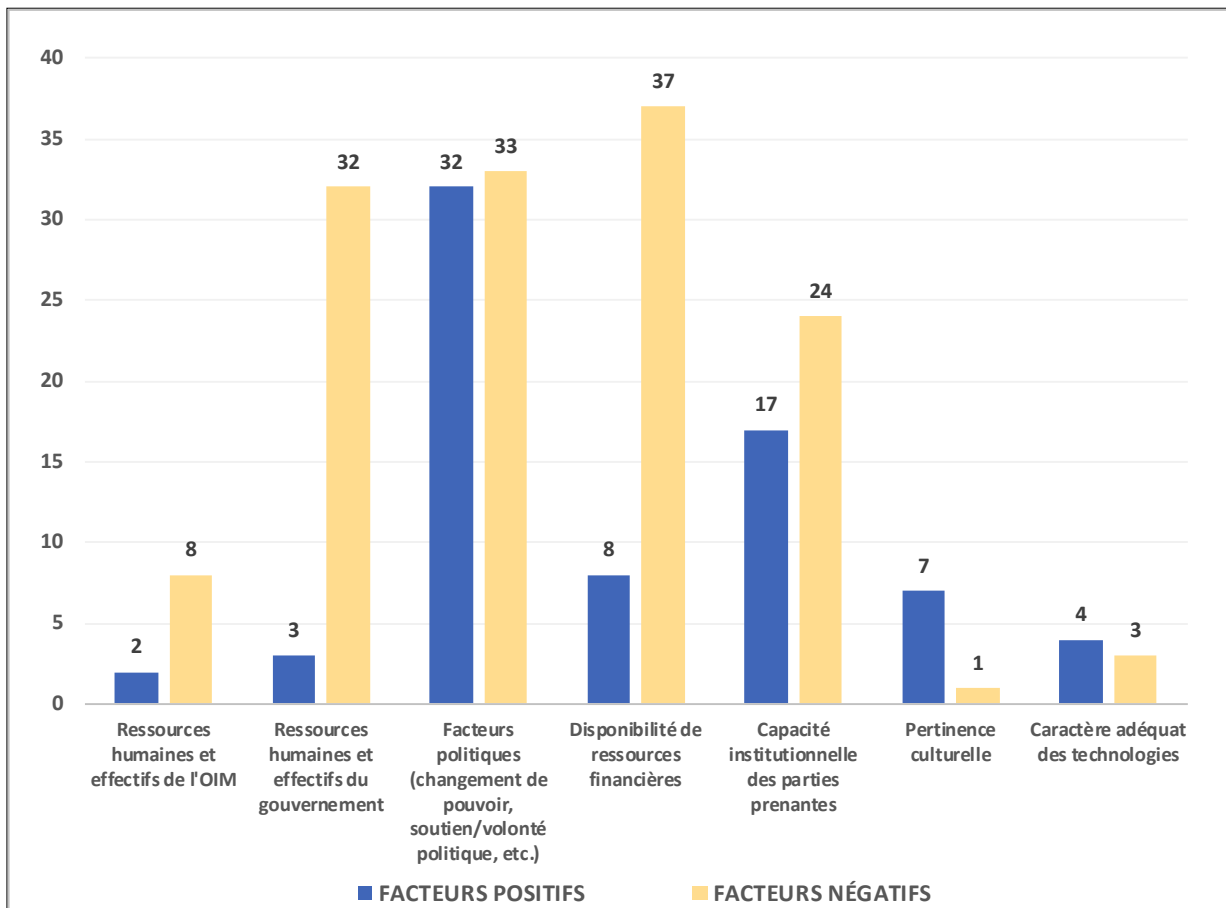
**Figure 2. Nombre de projets présentant des éléments pérennes, par type d'intervention/activité**



19. Dans le cadre de l'examen, des informations ont également été recueillies sur les types de changements institutionnels constatés après l'achèvement du projet. Pour 53 projets, il s'agit de la mise en place de mécanismes de coordination durables (tels que des groupes de travail interministériels ou des comités nationaux) ayant un rapport avec les initiatives du projet d'origine. De nombreux bureaux de l'OIM ont signalé divers changements dans la performance institutionnelle, souvent dus à ce qui semble être des changements de comportement parmi les parties prenantes du projet. D'importants changements institutionnels ont été constatés sur le plan des structures gouvernementales (25 projets) et du personnel de la fonction publique (34 projets). Le projet intitulé « Cartographie de la diaspora de Saint-Vincent-et-les Grenadines » en est un exemple. Grâce à une unité de la diaspora créée dans le cadre du projet initial, le Gouvernement poursuit des activités de coordination et de mobilisation de la diaspora et continue de se préoccuper des questions y afférentes.

20. Les principaux facteurs qui influent sur la viabilité des projets sont récapitulés dans la figure 3, qui indique en outre le nombre de projets pour lesquels des facteurs positifs et négatifs ont été identifiés. La majorité des bureaux de l'OIM ont signalé que les ressources financières limitées des interlocuteurs gouvernementaux nuisaient à la viabilité des projets, ce qui montre, là encore, que les gouvernements bénéficiaires continuent d'avoir du mal à assumer la pleine responsabilité financière du projet immédiatement après l'achèvement du projet initial. Les facteurs politiques continuent d'influencer fortement la viabilité des projets. Des données ont en effet fait apparaître qu'un changement de pouvoir politique nuisait très souvent à la viabilité des projets, alors que l'existence d'une réelle volonté politique de faire avancer des initiatives de projet la renforçait. Dans le cas de nombreux projets cibles, les mouvements de personnel au sein du gouvernement, en particulier à l'échelon administratif et opérationnel, pesaient sur la viabilité de nombreux projets cibles.

**Figure 3. Nombre de projets pour lesquels des facteurs défavorables à la viabilité ont été signalés**



### Personnel d'appui au Fonds de l'OIM pour le développement

21. Le Gouvernement du Japon finance un administrateur auxiliaire travaillant à temps partiel pour l'Unité du Fonds de l'OIM pour le développement, au Siège. Cet administrateur auxiliaire est un membre indispensable de l'Unité ; il examine les possibilités de collecte de fonds, les demandes et les rapports concernant des projets, ainsi que les résultats des projets.



### **Initiatives de collecte de fonds**

22. En 2018, le Fonds de l'OIM pour le développement a, avec l'appui de la Division Médias et communication, élaboré une campagne de sensibilisation et de collecte de fonds qui doit être lancée dans des espaces publics en 2019 en collaboration avec le secteur privé. Des informations seront communiquées à la 25<sup>e</sup> session du Comité permanent des programmes et des finances.

### **Évaluations a posteriori**

23. Le Fonds de l'OIM pour le développement est déterminé à soumettre à des évaluations a posteriori tous les projets achevés qu'il a financés. Toutes les évaluations réalisées en 2018 ont été passées en revue, rassemblées et résumées. Les principales constatations et recommandations ont été réunies dans un rapport intitulé Rapport sur les évaluations a posteriori du Fonds de l'OIM pour le développement 2018, qui a été communiqué aux concepteurs et administrateurs de projet, aux fonctionnaires chargés du suivi et de l'évaluation et au personnel des bureaux régionaux participant à l'examen des rapports et des nouvelles propositions de projet. Les évaluations a posteriori sont importantes car elles rendent le Fonds de l'OIM pour le développement, les bureaux de l'OIM et les partenaires de projet responsables des résultats des projets et éclairent les décisions futures relatives à l'utilisation du Fonds. Le texte intégral de ce rapport peut être consulté sur le site Internet du Fonds.

### **Évaluation du Fonds**

24. Il était prévu que le Bureau de l'Inspecteur général procède à une évaluation du Fonds au début de 2019 afin d'en examiner les critères d'admissibilité et de sélection, la performance générale, l'impact et la durabilité. Un rapport d'évaluation sera communiqué à la 25<sup>e</sup> session du Comité permanent des programmes et des finances.

### **États Membres remplissant les conditions requises et allocations : période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018**

25. Le présent rapport comprend les annexes suivantes :

Annexe I : Première ligne : États Membres remplissant les conditions pour bénéficier des allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 31 décembre 2018

Annexe II : Deuxième ligne : États Membres remplissant les conditions pour bénéficier des allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 31 décembre 2018

Annexe III : Première ligne et deuxième ligne : Tableau de distribution régionale du Fonds de l'OIM pour le développement : Projets approuvés pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018

Annexe IV : Première ligne et deuxième ligne : Résumé financier du Fonds de l'OIM pour le développement pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018 et fonds disponibles au 31 décembre 2018



## Annex I

**Line 1: Member States eligible for allocations under the IOM Development Fund,  
by region, as at 31 December 2018**

(total: 122)

<b>Africa</b> 52 Members (43%)	<b>Africa (continued)</b>	<b>Asia and Oceania</b> 31 Members (25%)
Algeria Angola Benin Botswana Burkina Faso Burundi Cabo Verde Cameroon Central African Republic Chad Comoros Congo Côte d'Ivoire Democratic Republic of the Congo Djibouti Egypt Eritrea Eswatini Ethiopia Gabon Gambia Ghana Guinea Guinea-Bissau Kenya Lesotho Liberia Libya Madagascar Malawi Mali Mauritania Mauritius Morocco Mozambique Namibia Niger Nigeria Rwanda Sao Tome and Principe Senegal Sierra Leone Somalia South Africa South Sudan Sudan Togo	Tunisia Uganda United Republic of Tanzania Zambia Zimbabwe  <b>Middle East</b> 2 Members (2%)  Jordan Yemen  <b>Latin America and the Caribbean</b> 25 Members (20%)  Argentina Belize Bolivia (Plurinational State of) Brazil Colombia Costa Rica Cuba Dominica Dominican Republic Ecuador El Salvador Guatemala Guyana Haiti Honduras Jamaica Mexico Nicaragua Panama Paraguay Peru Saint Lucia Saint Vincent and the Grenadines Suriname Venezuela (Bolivarian Republic of)	Afghanistan Bangladesh Cambodia China Fiji India Iran (Islamic Republic of) Kazakhstan Kiribati Kyrgyzstan Maldives Marshall Islands Micronesia (Federated States of) Mongolia Myanmar Nauru Nepal Pakistan Papua New Guinea Philippines Samoa Solomon Islands Sri Lanka Tajikistan Thailand Timor-Leste Tonga Turkmenistan Tuvalu Vanuatu Viet Nam  <b>Europe</b> 12 Members (10%)  Albania Armenia Azerbaijan Belarus Bosnia and Herzegovina Georgia Montenegro North Macedonia Republic of Moldova Serbia Turkey Ukraine

Note: Grenada, the Lao People's Democratic Republic and Palau are not included in the above list as they were admitted as Member States of the Organization at the Second Special Session of the Council, held on 29 June 2018.



## Annex II

**Line 2: Member States eligible for allocations under the IOM Development Fund,  
by region, as at 31 December 2018<sup>1</sup>**

(total: 94)

<b>Africa</b> 34 Members (36%)	<b>Middle East</b> 1 Member (1%)	<b>Asia and Oceania (continued)</b>	
Algeria Angola Benin Botswana Burkina Faso Burundi Cabo Verde Central African Republic Côte d'Ivoire Democratic Republic of the Congo Djibouti Egypt Ethiopia Ghana Guinea Kenya Lesotho Madagascar Malawi Mali Mauritania Mauritius Morocco Namibia Niger Rwanda Senegal Sierra Leone South Africa Sudan Togo Tunisia Zambia Zimbabwe	Jordan	Mongolia Myanmar Nepal Pakistan Papua New Guinea Philippines Samoa Solomon Islands Sri Lanka Tajikistan Thailand Timor-Leste Tonga Turkmenistan Tuvalu Vanuatu Viet Nam	
	<b>Latin America and the Caribbean</b> 22 Members (23%)	Argentina Belize Bolivia (Plurinational State of) Brazil Colombia Costa Rica Cuba Dominica Dominican Republic Ecuador El Salvador Guatemala Guyana Haiti Honduras Jamaica Mexico Nicaragua Panama Paraguay Peru Saint Lucia	
	<b>Asia and Oceania</b> 25 Members (27%)	Bangladesh China India Iran (Islamic Republic of) Kazakhstan Kyrgyzstan Marshall Islands Micronesia (Federated States of)	
			<b>Europe</b> 12 Members (13%)
		Albania Armenia Azerbaijan Belarus Bosnia and Herzegovina Georgia Montenegro North Macedonia Republic of Moldova Serbia Turkey Ukraine	

<sup>1</sup> The Line 2 list of eligible Member States (and budget for each region) cut-off date for the year is 30 June. Cambodia, Chad, Comoros, Fiji, Maldives and Mozambique became eligible for Line 2 funding when they came off the list of Member States with outstanding assessed contributions to the Administrative Part of the Budget which equal or exceed the amount due from them for the preceding two years, which took place after 30 June 2018.

Note: Grenada, the Lao People's Democratic Republic and Palau are not included in the above list as they were admitted as Member States of the Organization at the Second Special Session of the Council, held on 29 June 2018.



## Annex III

**Line 1 and Line 2: IOM Development Fund regional distribution chart:  
Approved projects from 1 January to 31 December 2018**

REGION: AFRICA		
IOM office (benefiting Members and <i>non-members</i> )	Project	Amount funded (USD)
<b>Line 1</b>		
IOM Botswana (Angola, Botswana, Comoros, Democratic Republic of the Congo, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mauritius, Mozambique, Namibia, South Africa, Zambia, Zimbabwe)	Enhancing Regional Cooperation for Improved Migration Governance in Southern Africa through the Development of a Regional Migration Policy Framework – IOM Strategy: activities 3 and 7	100 000
IOM Cabo Verde	Supporting the Implementation of an e-Residence Platform in Cabo Verde – IOM Strategy: activities 2, 3 and 6	86 544
IOM South Sudan	Enhancing Knowledge on Remittances and Diaspora Engagement in South Sudan – IOM Strategy: activities 3 and 5	100 000
IOM Sudan	Sudan: Reaching Nationals and Diaspora through Communication and Multimedia – IOM Strategy: activities 3 and 4	100 000
<b>Africa Line 1 allocations</b>		<b>386 544</b>
Africa Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>381 214</b>
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of available funding		<b>101%</b>
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		<b>44%</b>
<b>Line 2</b>		
IOM Benin	Support to Migration Management in Benin – IOM Strategy: activities 3 and 6	200 000
IOM Botswana	Botswana Migration Profile: Supporting Evidence-based Migration-related Policymaking and Planning in Botswana – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
IOM Burkina Faso	Strengthening the Capacities of Local Authorities in Burkina Faso to Mainstream Migration, the Environment and Climate Change into Local Planning – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Burundi	Burundi: Supporting the Development of a National Labour Migration Policy and Negotiation of Bilateral Labour Agreements – IOM Strategy: activities 3 and 12	200 000
IOM Djibouti	Engaging the Djiboutian Diaspora through the Development of a National Strategy and Diaspora Mapping – IOM Strategy: activities 3 and 4	200 000
IOM Guinea	Diaspora Engagement in Support of the Health Sector in Guinea – IOM Strategy: activity 3	100 000
IOM Kenya	Capacity-building Support for the Government of Kenya to Develop a Labour Migration Policy and Labour Bill to Enhance Protection of Kenyans Working Abroad – IOM Strategy: activities 3 and 12	150 000
IOM Lesotho	Enhancing Coordination and Strengthening Institutional Capacity to Effectively Engage with the Basotho Diaspora – IOM Strategy: activity 4	200 000

**Annex III (continued)**

<b>REGION: AFRICA (continued)</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>
<b>Line 2 (continued)</b>		
IOM Malawi	Mapping and Profiling the Malawian Diaspora in South Africa, the United Kingdom and the United States of America – IOM Strategy: activities 3 and 4	200 000
IOM Mauritania	Enhancing Migration Management in Mauritania, in Compliance with International Rights – IOM Strategy: activities 2, 3 and 6	200 000
IOM Mauritius	Building the Capacity of the Mauritian Government to Strengthen Linkages with the Mauritian Diaspora – IOM Strategy: activity 4	200 000
IOM Morocco	Diaspora Engagement in Agroecology Development in Morocco – IOM Strategy: activity 4	200 000
IOM Rwanda	Safe Labour Migration from Rwanda – IOM Strategy: activities 3 and 12	200 000
IOM Tunis (Morocco and Tunisia)	Migration Data Literacy Enhancement Advance Non-Discrimination in North Africa (M-LEARN) – IOM Strategy: activities 3 and 6	250 000
Regional Office in Dakar (Burkina Faso, Mali)	Enhancing Capacities in Disaster Risk Reduction in Burkina Faso and Mali – IOM Strategy: activity 3	200 000
Regional Office in Pretoria (Botswana, Lesotho, Malawi, South Africa, Zimbabwe)	Strengthening Migration Data Collection and Analysis in Botswana, Lesotho, Malawi, South Africa and Zimbabwe – IOM Strategy: activities 3 and 6	150 000
<b>Africa Line 2 allocations</b>		<b>2 950 000</b>
Africa Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>2 768 400</b>
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of available funding		<b>107%</b>
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		<b>38%</b>
<b>Lines 1 and 2</b>		
<b>Africa regional allocations</b>		<b>3 336 544</b>
<b>Africa regional available funding</b>		<b>3 149 614</b>
<b>Percentage allocated across the two funding lines</b>		<b>106%</b>



**Annex III (continued)**

<b>REGION: MIDDLE EAST</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>
<b>Line 1</b>		
	<b>Middle East Line 1 allocations</b>	<b>0</b>
	Middle East Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)	<b>17 731</b>
	Allocations for Middle East Line 1 as a percentage of available funding	<b>0%</b>
<b>Line 2</b>		
	<b>Middle East Line 2 allocations</b>	<b>0</b>
	Middle East Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)	<b>76 900</b>
	Allocations for Middle East Line 2 as a percentage of available funding	<b>0%</b>
<b>Lines 1 and 2</b>		
	<b>Middle East regional allocations</b>	<b>0</b>
	<b>Middle East regional available funding</b>	<b>94 631</b>
	<b>Percentage allocated across the two funding lines</b>	<b>0%</b>

**Annex III (continued)**

<b>REGION: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>
<b>Line 1</b>		
IOM Brazil	Enhancing Migration Governance in Brazil – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
IOM Guatemala	Strengthening Guatemalan Consular Assistance Capacity – IOM Strategy: activities 2 and 3	100 000
<b>Latin America and the Caribbean Line 1 allocations</b>		<b>200 000</b>
Latin America and the Caribbean Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>177 309</b>
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of available funding		<b>113%</b>
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		<b>23%</b>
<b>Line 2</b>		
IOM Argentina	Supporting the National Counter-trafficking Programme in Argentina – IOM Strategy: activities 3, 6 and 11	150 000
IOM Bolivia (Plurinational State of)	Strengthening the Capacity of the Bolivian Government to Effectively Implement Policies to Combat Human Trafficking and Smuggling of Migrants – IOM Strategy: activities 3, 6 and 11	200 000
IOM Cuba	Strengthening Migration Management Capacities in Cuba – IOM Strategy: activities 2, 3 and 6	200 000
IOM Dominican Republic	Contributing to Mainstreaming Human Mobility in the Economic Development Policies of the Dominican Republic – IOM Strategy: activities 3, 4 and 8	200 000
IOM Guyana (Dominica)	Strengthening the Capacity of the Dominica Youth Business Trust to Foster Youth Entrepreneurs' Engagement in the Development of Dominica – IOM Strategy: activities 4	200 000
IOM Guyana (Grenada)	Engage and Empower the Diaspora for the Development of Grenada – IOM Strategy: activities 3, 4 and 8	200 000
IOM Nicaragua (Belize, Costa Rica, Dominican Republic, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua)	Strengthening Regional Efforts against Trafficking in Persons and the Smuggling of Migrants in Central America and Mexico – IOM Strategy: activities 3 and 11	200 000
IOM Panama (Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama)	Supporting the Mesoamerican Countries on the Implementation of the Sustainable Development Goals – IOM Strategy: activities 3, 4, 6 and 7	200 000
IOM Peru	Strengthening Migration Management in the Border of Tumbes, Peru – IOM Strategy: activities 2, 3 and 11	150 000
<b>Latin America and the Caribbean Line 2 allocations</b>		<b>1 700 000</b>
Latin America and the Caribbean Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>1 768 700</b>
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of available funding		<b>96%</b>
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		<b>22%</b>
<b>Lines 1 and 2</b>		
<b>Latin America and the Caribbean regional allocations</b>		<b>1 900 000</b>
<b>Latin America and the Caribbean regional available funding</b>		<b>1 946 009</b>
<b>Percentage allocated across the two funding lines</b>		<b>98%</b>

## Annex III (continued)

REGION: ASIA AND OCEANIA		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)
<b>Line 1</b>		
IOM Fiji	Migration Profile in Fiji: Building the Capacity for Evidence-based Policy – IOM Strategy: activities 3 and 4	100 000
IOM Kyrgyzstan	Mainstreaming Gender into Local Migration and Development Priorities in Kyrgyzstan – IOM Strategy: activity 3	100 000
<b>Asia and Oceania Line 1 allocations</b>		<b>200 000</b>
Asia and Oceania Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>221 636</b>
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of available funding		<b>90%</b>
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		<b>23%</b>
<b>Line 2</b>		
IOM Bangladesh	Bangladesh: Debt Mediation for Returnee Migrants – IOM Strategy: activities 3 and 10	200 000
IOM China (Bangladesh, China, Philippines)	Asia Region: Promoting Ethical Recruitment and Decent Work Among Private Sector Partners by Strengthening Company Policies to Protect Domestic Workers – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Myanmar	Myanmar: Strengthening Migrant Protection in Domestic and International Labour Supply Chains – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Nepal	Nepal Migration Profile: Promoting Strategic and Evidence-based Policymaking – IOM Strategy: activities 3 and 4	200 000
IOM Philippines	Philippines: Direct Hiring of Overseas Filipino Workers – Policy Research and Development of a Risk Assessment and Due Diligence Guidelines – IOM Strategy: activities 3 and 12	200 000
IOM Tajikistan	Strengthening the Capacities of and Dialogue between the State and Civil Society Organizations on Internal Trafficking in Tajikistan – IOM Strategy: activities 3 and 11	200 000
IOM Thailand	Supporting the Government of Thailand to Improve Migration and Border Management Structures in the Midst of Rapid ASEAN Integration – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Timor-Leste	Migration Profile: Timor-Leste – IOM Strategy: activities 3 and 4	200 000
IOM Vanuatu	Vanuatu: Building Capacity to Address Climate Change and Disaster-induced Displacement – Phase II – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Viet Nam	Building the Resilience of Communities Affected by Climate Change and Environmental Degradation in Viet Nam – IOM Strategy: activity 3	200 000
<b>Asia and Oceania Line 2 allocations</b>		<b>2 100 000</b>
Asia and Oceania Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>2 076 300</b>
Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of available funding		<b>101%</b>
Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		<b>27%</b>
<b>Lines 1 and 2</b>		
<b>Asia and Oceania regional allocations</b>		<b>2 300 000</b>
<b>Asia and Oceania regional available funding</b>		<b>2 297 936</b>
<b>Percentage allocated across the two funding lines</b>		<b>100%</b>

**Annex III (continued)**

<b>REGION: EUROPE</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>
<b>Line 1</b>		
IOM Montenegro	Enhancing the Counter-smuggling and Counter-trafficking Capacities of National Institutions in Montenegro – IOM Strategy: activities 3 and 11	100 000
<b>Europe Line 1 allocations</b>		<b>100 000</b>
Europe Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>88 654</b>
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of available funding		<b>113%</b>
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		<b>11%</b>
<b>Line 2</b>		
IOM Armenia	Enhancing Development through Diaspora Engagement in Armenia – IOM Strategy: activities 3 and 8	200 000
IOM Bosnia and Herzegovina	Bosnia and Herzegovina: Strengthening Government Capacities in Integrated Border Management – IOM Strategy: activity 3	100 000
IOM Georgia	Capacity-building of the Georgian Authorities in Migration Data Analysis – IOM Strategy: activity 3	150 000
IOM North Macedonia	Strengthening National Capacities to Counter Trafficking in Human Beings in North Macedonia – IOM Strategy: activity 3	90 000
IOM Turkey	Supporting the Turkish Gendarmerie in Building the Capacity of the Counter-trafficking and Counter-smuggling Department – IOM Strategy: activities 3 and 11	200 000
IOM Ukraine	Facilitating Migrant and Diaspora Investment in Ukraine – IOM Strategy: activities 3 and 8	200 000
<b>Europe Line 2 allocations</b>		<b>940 000</b>
Europe Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>999 700</b>
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of available funding		<b>94%</b>
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		<b>12%</b>
<b>Lines 1 and 2</b>		
<b>Europe regional allocations</b>		<b>1 040 000</b>
<b>Europe regional available funding</b>		<b>1 088 354</b>
<b>Percentage allocated across the two funding lines</b>		<b>96%</b>

**Annex III (continued)**

<b>ADMINISTRATION AND MULTIREGIONAL</b>		
<b>IOM office</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>
<b>Administration Line 1</b>		
<b>Total</b>		<b>446 000</b>
Allocation as a percentage of available total (Line 1 and Line 2)		<b>5%</b>
<b>Multiregional Line 1</b>		
IOM Headquarters (all Line 1 eligible Member States)	Mainstreaming Human Rights and Cross-cutting Themes in the Essentials of Migration Management (EMM2.0) – IOM Strategy: activities 3 and 6	<b>100 000</b>
Allocation as a percentage of available total (Line 1)		<b>7%</b>
<b>Multiregional Line 2</b>		
IOM Headquarters (all Line 2 eligible Member States)	Creative Space Initiative: Access to Technology and Livelihoods for Returning Migrants – Pilot phase: Djibouti – IOM Strategy: activity 3	<b>200 000</b>
IOM Headquarters	IOM Development Fund Visibility and Fundraising	<b>100 000</b>
IOM Headquarters	PRIMA Enhancements and Maintenance	<b>75 000</b>
IOM Manila Administrative Centre (Philippines)	My Great Story: Integrated Communications Campaign for Greater Understanding on Migration Issues – Pilot phase: Philippines – IOM Strategy: activity 3	<b>36 834</b>
Allocation as a percentage of available total (Line 2)		<b>5%</b>



## Annex IV

## Line 1 and Line 2: IOM Development Fund financial summary: 1 January to 31 December 2018

	USD	USD
<b>Line 1</b>		
2018 Operational Support Income allocation	1 400 000	
Recovered funds from completed projects <sup>1</sup>	32 544	
<b>Subtotal Line 1</b>		<b>1 432 544</b>
<b>Line 2</b>		
2018 Operational Support Income allocation	7 210 506	
Recovered funds from completed projects <sup>2</sup>	218 651	
Contribution from the Government of Austria <sup>3</sup>	39 600	
Contribution from the Government of Sweden	574 713	
Contribution from the Government of the United States of America <sup>3</sup>	57 566	
Private contributions made by individuals online <sup>4</sup>	798	
<b>Subtotal Line 2</b>		<b>8 101 834</b>
<b>Total available funds</b>		<b>9 534 378</b>

	USD	%
<b>Total allocations made in 2018 under Line 1</b>	1 432 544	100
Balance available: Line 1	0	0
<b>Total allocations made in 2018 under Line 2</b>	8 101 834	100
Balance available: Line 2	0	0

Line 1 and Line 2: IOM Development Fund financial summary: available funds as at 31 December 2018<sup>5</sup>

	USD	USD
Line 1 – Operational Support Income allocation	1 400 000	
Line 2 – Operational Support Income allocation	13 541 248	
Recovered Line 1 <sup>6</sup>	18 994	
Recovered Line 2 <sup>7</sup>	85 573	
Contribution by the Government of the United States of America <sup>8</sup>	345 938	
Contribution by the Government of Austria <sup>8</sup>	39 600	
Contribution by the Government of Belgium (EUR 500,000) <sup>8</sup>	578 704	
Private contributions made by individuals online <sup>9</sup>	110	
<b>Total available funds</b>		<b>16 010 167</b>

<sup>1</sup> Corresponding to USD 32,544 of recovered funds from 1 January to 30 June 2018.

<sup>2</sup> Corresponding to USD 167,680 of recovered funds from 1 July to 31 December 2017 and USD 50,971 from 1 January to 30 June 2018.

<sup>3</sup> Contribution received in the fourth quarter of 2017 and carried forward to 2018.

<sup>4</sup> Online donations received from 1 July to 31 December 2017 (gross amount) carried forward to 2018.

<sup>5</sup> Subject to approval of Financial Report 2018.

<sup>6</sup> Corresponding to USD 18,994 of recovered funds from 1 July to 31 December 2018.

<sup>7</sup> Corresponding to USD 85,573 of recovered funds from 1 July to 31 December 2018.

<sup>8</sup> Contributions received from 1 July to 31 December 2018 and carried forward to 2019.

<sup>9</sup> Online donations in 2018 (gross amount) carried forward to 2019.